

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS, OPPOSITION
OFFICIELLE, 2IÈME ET 3IÈME
GROUPES D'OPPOSITION

AVRIL 2024

**Tribunal administratif
de déontologie
policière**

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS, OPPOSITION
OFFICIELLE

AVRIL 2024

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		1
5	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 : a. le nom de toutes les campagnes ; b. les coûts de ces campagnes ; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d. les dates de diffusion de la campagne ; e. les objectifs visés par chaque campagne.		2
70	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial pour les cinq dernières années, incluant 2023-2024.		3
243	L’effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d’emploi, pour 2023-2024.		4
244	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.		5
245	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2023-2024. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d’une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.		6
246	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2024, par catégorie et par origine.		7
247	Le délai moyen pour le traitement d’un dossier.		8
248	Pour 2023-2024, et pour les six années précédentes, le nombre d’enquêtes déclenchées par le ministre après qu’une personne, autre qu’un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d’une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.		9

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Dates	Mandat	Membre Participant	Budget	Résultats
Comité de liaison	2023-05 2023-09 2023-12	Forum d’échange réunissant les principales parties prenantes en matière de déontologie policière	Me Marc-Antoine Adam	0\$	3 réunions
Table des présidents des tribunaux administratifs	2023-05 2023-06 2023-07 2023-12	Forum d’échange regroupant les dirigeants des tribunaux administratifs québécois	Me Marc-Antoine Adam	0\$	5 réunions
Comité de pratiques des petits organismes	2023-04 2023-06 2023-07 2023-10 2024-01	Forum d’échange sur les réalités des petits organismes	Me Carole Beaulieu	0\$	5 réunions

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 5 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 :
a. le nom de toutes les campagnes ;
b. les coûts de ces campagnes ;
c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
d. les dates de diffusion de la campagne ;
e. les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Aucune		0 \$

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 70 : **Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial pour les cinq dernières années, incluant 2023-2024.**

Aucune. Le Tribunal administratif de déontologie policière étant un organisme juridictionnel, il ne réalise pas lui-même d'étude ou d'analyse sur des sujets comme le profilage racial. Cependant, il lui arrive régulièrement de rendre des décisions en cette matière qui peuvent être consultées sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique.

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 243 : L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2023-2024.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE ² (\$)
Président et membres	7	966 967 \$
Professionnels (incluant avocats)	2	174 609 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	4	214 088 \$
Gestionnaire	1	71 163 \$

¹Niveau des effectifs au 31 janvier 2024

²Somme des salaires versés

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 244 : La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.

NOM, PRÉNOM	TITRE	DÉBUT DU MANDAT	FIN DU MANDAT	RÉMUNÉRATION au 31 janvier 2024 (en \$)
Adam, Marc-Antoine	Membre / Président	2022-01-10	2027-01-09	168 469 \$
Côté, Isabelle	Membre	2024-01-07	2029-01-06	129 771 \$
Cree, Lysane	Membre	2022-01-10	2025-01-09	117 540 \$
Crevier, Edith	Membre	2021-11-29	2024-11-28	124 277 \$
Mc Mahon, Benoit	Membre	2023-11-16	2028-11-15	142 010 \$
Rivard, Louise	Membre	2021-06-01	2025-01-02	142 010 \$
Séguin, Sylvie	Membre / Vice-présidente	2022-01-10	2027-01-09	142 890 \$

Augmentations et bonis prévus : conformément aux orientations gouvernementales.

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 245 : Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2023-2024. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.

ORIGINE	2023-2024 ²	
	CITATIONS	RÉVISIONS
Sûreté du Québec	16	4
Corps municipaux	30	4
SPVM	10	9
Corps de police autochtone	2	-
Constables spéciaux	-	-
Contrôleurs routiers	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-

¹ Incluant également les corps de police autochtones, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers, les agents de la protection de la faune, les enquêteurs de l'UPAC et les enquêteurs du BEI.

² Dossiers reçus en 2023-2024 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 246 : **Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2024, par catégorie et par origine.**

ORIGINE	2023-2024 ¹		
	CITATIONS	RÉVISIONS	EXCUSES
Sûreté du Québec	-	-	-
Corps municipaux	-	-	-
SPVM	-	-	-
Corps de police autochtone	-	-	-
Constables spéciaux	-	-	-
Contrôleurs routiers	-	-	-
Agents de la protection de la faune	-	-	-
Enquêteurs de l'UPAC	-	-	-
Enquêteurs du BEI	-	-	-

¹ Données compilées en date du 31 janvier 2024. Il n'y a aucun dossier en suspens.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 247 : Le délai moyen pour le traitement d’un dossier. Le délai moyen de traitement d’un dossier au Tribunal dépend du délai encouru entre la réception de la citation, de sa mise au rôle, de la première journée d’audience, des remises accordées à la suite de demandes des parties pour des motifs sérieux, du nombre de jours d’audience requis, ainsi que du délai de délibéré. À cela s’ajoute le fait que lorsque le comportement du policier est jugé dérogatoire, le Tribunal doit tenir une deuxième audience et rendre une autre décision pour déterminer la sanction, ce qui rallonge aussi les délais. Le délai moyen de traitement des dossiers de citation a été de 25,30 mois pour l’année 2021-2022, de 27,91 mois pour l’année 2022-2023 et de 27,37 mois pour l’année 2023-2024¹. En incluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs, ce délai passe à 25,67 pour l’année 2021-2022, aucun dossier n’a été suspendu au cours de l’année 2022-2023 et de l’année 2023-2024². Il ressort de ce qui précède que le délai moyen de traitement d’un dossier est davantage tributaire du délai de sa mise au rôle et de celui de sa remise au rôle lorsqu’une remise a été accordée, délais sur lesquels le Tribunal n’a qu’un contrôle limité. En effet, il peut être difficile d’arrimer les disponibilités des avocats qui représentent la partie policière avec celles des avocats de la Commissaire à la déontologie policière. D’autre part, les dossiers traités par le Tribunal sont devenus de plus en plus complexes au cours des dernières années augmentant, par conséquent, la durée des audiences, ce qui, du coup, augmente le délai moyen de traitement en raison de la difficulté, ici encore, à trouver des dates qui conviennent aux parties. Cette difficulté est également présente lorsque les parties font une évaluation erronée du nombre de jours nécessaires et que des jours supplémentaires doivent être ajoutés. Notons enfin que les efforts déployés au cours des dernières années par le Tribunal pour réduire le délai de mise au rôle des dossiers avaient été directement impactés en raison de la pandémie et du mouvement d’employés, tant chez la Commissaire à la déontologie policière que chez les avocats de partie policière. Plusieurs dossiers ont dû être remis au rôle, plusieurs semaines voire mois plus tard. Avec l’adoption de sa nouvelle directive sur la mise au rôle et la gestion des instances, le Tribunal espère une réduction significative certains délais. En ce qui concerne le délai moyen de délibéré pour les décisions au fond et les décisions au fond/sanction en matière de citation³, il a été de 81,55 jours en 2021-2022, soit 2,68 mois, de 117,28 jours en 2022-2023, soit 3,8 mois et de 75,56 jours en 2023-2024, soit, 2,48 mois. Notons que dans la dernière année, plusieurs dossiers ont fait l’objet de règlements, soit par une reconnaissance de responsabilité du policier cité ou par le biais d’un retrait de citation, raccourcissant d’autant les délais de délibéré. Les objectifs prévus du plan stratégique 2022-2026 du Tribunal tiennent compte de la complexité des dossiers en excluant du calcul les dossiers plus longs et en prévoyant que 80 % des décisions en matière de citation doivent être rendues dans un délai moyen de moins de 70 jours. En 2023-2024⁴, suivant ce calcul, le délai moyen de délibéré s’établit à 28,56 jours comparativement à 65,63 jours en 2022-2023 et à 58,24 jours en 2021-2022.
--

¹ En date du 31 janvier 2024.
² En date du 31 janvier 2024.
³ Excluant les sanctions alors que dans le rapport annuel en reddition du plan stratégique, elles sont incluses.
⁴ En date du 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 248 : Pour 2023-2024, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

Tribunal administratif de déontologie policière	
<u>TOTAL</u>	

Le Tribunal administratif de déontologie policière étant un tribunal administratif spécialisé en matière de déontologie, n'est pas responsable du déclenchement d'enquête ni de leurs suivis. Veuillez-vous référer à la Commissaire à la déontologie policière.
Données au 31 janvier 2024.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

*Tribunal administratif
de déontologie
policière*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS GROUPES
D'OPPOSITION 2 ET 3

AVRIL 2024

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l’effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.		1
7	Pour l'année 2023-2024 ¹ , pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		2
8	Pour l’année 2023-2024, le nombre d’employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n’a pas été renouvelé, par secteur d’activité.		3
9	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		4
10	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère en 2023-2024		5
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2023-2024		6
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.		7

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.
--

Veuillez-vous référer au rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 7 : Pour l'année 2023-2024¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
Tribunal administratif de déontologie policière	Aucun	Membre-juge administratif : Me Isabelle Coté Mandat : du 7 janvier 2024 au 7 janvier 2029 Rémunération : 155,310\$	Aucun	778 \$ ¹
Tribunal administratif de déontologie policière	Aucun	Membre-juge administratif : Me Benoit McMahon Mandat : du 16 novembre 2023 au 15 novembre 2028 Rémunération : 169,950\$	Aucun	165 \$ ¹

¹ Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024
* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR PAR LE 3e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 8 : Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Tribunal administratif de déontologie policière	0
<u>TOTAL</u>	<u>0</u>

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.02** - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 9 : Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
--

Tribunal administratif de déontologie policière	0
<u>TOTAL</u>	<u>0</u>

Exercice du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 10 : Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère en 2023-2024

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2023-2024 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre total employés au 31 janvier 2024	Nbre employés occassionnels au au 31 janvier 2024	%
	Tribunal administratif de déontologie policière	14	0

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 - TRIBUNAL ADMINISTRTIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2023-2024

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2023-2024 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre employés occasionnels au 31 janvier 2024 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nbre employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
TOTAL	0	0	0 %
Tribunal administratif de déontologie policière	0	0	0 %

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.02 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 16 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.

Formations, colloques et congrès

Année 2023-2024

Description de l'activité	Lieu	Coûts/Personne	Nombre de participants	Formateur
Surmontons ensemble les défis futurs et actuels de la loi 25	Québec	350\$	1	AAPI
Comment les tribunaux se sont-ils adaptés face à la COVID	En ligne	50\$	1	CTAC
Journée stratégique Droit Administratif	En ligne	650\$	1	Open Forum Ouvert
National Administrative Law Week	Ottawa	900\$	1	CCAT
Rédaction efficace des motifs de décisions	En ligne	350\$	1	CCAT
Programme d’information et de préparation à la retraite	Québec	300\$	1	Centre de service scolaire de la Capitale
Session d’accueil pour les décideurs	Québec	100\$	1	ENAP
Tout ce que vous pensez savoir en preuve et procédure administrative	Montréal	85\$	7	CJAQ
Tout ce que vous pensez savoir en preuve et procédure administrative	Montréal	110\$	1	CJAQ

Exercice du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024
Ce tableau n’inclut pas les formations gratuites.